

PACTE MONDIAL

Communication sur le Progrès

2015

Message de la Direction Générale,

EFFICO a signé le Pacte Mondial des Nations Unies et s'est engagé à en respecter les dix principes fondateurs sur la voie du développement durable et des responsabilités environnementales, sociales et économiques.

Depuis six ans, EFFICO est animé dans chaque action engagée par l'esprit des quatre piliers que sont les droits de l'Homme, les conditions de travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Notre démarche de Recouvrement Responsable résume les engagements que nous prenons pour mériter la confiance de nos clients.

En cohérence avec ce plan, je profite de la présentation de notre communication annuelle sur le progrès pour renouveler notre soutien et notre engagement en faveur du Pacte Mondial.

Jean-Marc ROMANO
Directeur Général



Rappel des 10 principes du Pacte Mondial :

Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence ; et
2. A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Conditions de travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. L'abolition effective du travail des enfants ; et
6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Droits de l'homme

Principes n°1 et 2

Notre statut d'entreprise française exerçant l'intégralité de ses activités en France nous amène naturellement à respecter les législations française et européenne. Nous veillons également à ce que nos sous-traitants appliquent ces mêmes principes.

Cela garantit que nos actions sont menées dans le respect des Droits de l'Homme.

S'il est un jour décidé d'externaliser une partie de notre traitement, directement ou indirectement, hors de France et hors de l'Union Européenne, nous resterons attentifs et vigilants à la bonne application des principes du Pacte Mondial.

Conditions de Travail

Principes n°3, 4, 5 et 6

1/ Les enjeux : L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Action réalisée : Accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (27 novembre 2014)

Chiffres :

Important taux de féminisation de la population active au sein d'EFFICO (chiffres à 01/2014) :

207 femmes (73%)

77 hommes (27%)

La société EFFICO souhaite promouvoir l'égalité professionnelle comme une source de richesse, de créativité et de compétitivité.

Méthode utilisée :

- Sous l'impulsion de la Direction Générale, plusieurs réunions avec les représentants syndicaux ont été effectuées.
- Les engagements pris recouvrent les 8 thèmes suivants :
 - Conditions d'accès à l'emploi
 - Formation professionnelle
 - Rémunération effective
 - Conditions de travail et notamment celles des salariés à temps partiel
 - Classification, Qualification et Promotion professionnelle
 - Articulation entre la vie professionnelle et les responsabilités familiales
- Des indicateurs de suivi sont mis en place afin de suivre les évolutions et de mettre en oeuvre les plans d'actions nécessaires.
- Exemples d'engagements pris :
 - Offre d'emploi : la société EFFICO s'engage à ce qu'aucun critère illicite ou discriminatoire n'apparaisse lors de la diffusion d'offre d'emploi
 - Egalité d'accès aux formations managériales et formations qualifiantes
 - Rédaction d'une procédure relative aux augmentations individuelles

Environnement

Principes n°7, 8 et 9

Les enjeux : Diminuer les émissions de CO2 liées à l'activité

Action réalisée : Dématérialisation des échanges entre la Banque de France et la société EFFICO

Chiffres :

- Réception de 800 courriers quotidiens relatifs au surendettement
- La dématérialisation permet une baisse de 60% des correspondances « papier », soit un gain en année pleine de :
 - o Papier : **576 kg** (référence de calcul : feuille A4 = 5g)
 - o CO2 : **1152 kg** (référence de calcul : empreinte carbone d'un courrier postal : 20g de CO2)

Méthode utilisée :

Dans un contexte économique tendu, la situation d'endettement des ménages ne cesse de croître.

Au cours de 4 dernières années, 980 779 dossiers* ont été déclarés éligibles aux procédures de traitement du surendettement.

Devant l'ampleur du phénomène, le législateur n'a eu de cesse de renforcer les procédures visant au rétablissement de la situation financière des ménages concernés par le surendettement.

Ces évolutions réglementaires rendent les procédures complexes et par conséquent, accroît les échanges entre la Banque de France et les créanciers. Tout ceci a conduit la Banque de France à initier un projet de dématérialisation des échanges entre les commissions de surendettement et les grands facturiers.

EFFICO fait partie des 3 sociétés pilotes et est la première société à mettre en œuvre la dématérialisation.

Outre les aspects pratiques et efficaces d'une telle technique, cette organisation permet également de développer le caractère vertueux d'un tel système.

**Source Banque de France 2014*

Lutte contre la corruption :

Principe n°10

1/ Les enjeux : Surveiller et détecter les conflits d'intérêts

Action réalisée : Mise en place d'une procédure de déclaration des mandats privés

Méthode utilisée :

Dans le cadre de l'éthique professionnelle, il s'agit de :

- Exercer la surveillance en matière de conflits d'intérêts
- Renforcer la protection des intérêts des clients
- Etre conforme à la réglementation en matière de cumul des mandats sociaux
 - Rédaction d'une procédure par la Direction de la Conformité :
 - Procédure comportant les différentes étapes aux fins de déclaration, d'analyse et de décision quant à l'absence de conflit (ou de risque d'atteinte aux intérêts ou à la réputation de la société)
 - Communication de cette procédure à l'ensemble des collaborateurs
 - Mise en ligne de la procédure sur l'intranet de la société
 - Contrôle interne mis en place sur le bon respect de celle-ci

2/ Les enjeux : Prévention contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Action réalisée : Mise en place d'une procédure de connaissance des clients (KYC – Know Your Customer) - personnes morales

Méthode utilisée :

- Procédure qui a pour objectif d'apprécier au mieux les risques encourus lors de l'entrée en relations d'affaires ou la réalisation des opérations avec un client.
- Identification au sens large du client (lieu de résidence, activité, relations, produits utilisés, dirigeants, bénéficiaires effectifs,...)
- Procédure de révision de la situation des clients (périodique ou lors de la survenance d'un évènement justifiant la révision)
 - Rédaction d'une procédure par la Direction de la Conformité :
 - Procédure comportant les différentes étapes aux fins d'analyse et de décision quant à la mise en œuvre ou la continuité de la relation d'affaires
 - Communication de cette procédure à l'ensemble des collaborateurs impactés par la relation d'affaires (Opérations, Comptabilité, ...)
 - Mise en ligne de la procédure sur l'intranet de la société
 - Contrôle interne mis en place sur le bon respect de celle-ci

Synthèse des actions mises en œuvre en 2014 **au regard des principes du Pacte Mondial**

Domaine	Enjeux	Actions mises en place en 2014	Résultats 2014
Conditions de travail	Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	Accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes	Engagements et indicateurs de suivi
Environnement	Diminuer les émissions de CO2 liées à l'activité	Dématérialisation des échanges entre la Banque de France et la société EFFICO	Baisse de 60% des correspondances « papier »
Lutte contre la corruption	Surveiller et détecter les conflits d'intérêts	Mise en place d'une procédure de déclaration des mandats privés	Rédaction d'une procédure et mise en place d'un contrôle interne
Lutte contre la corruption	Prévention contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Mise en place d'une procédure de connaissance des clients (KYC) - personnes morales	Rédaction d'une procédure et mise en place d'un contrôle interne